

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 BOURGES

Bourges, le 29/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **PARAGON IDENTIFICATION**

" Les Aubépins "

18 410 ARGENT-SUR-SAULDRE

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement " PARAGON IDENTIFICATION " implanté au lieu-dit " Les Aubépins ", 18 410 Argent-sur-Sauldre. L'inspection a été annoncée le 28/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PARAGON IDENTIFICATION
- " Les Aubépins ", 18 410 Argent-sur-Sauldre
- Code AIOT : 0010001850
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société "PARAGON ID" est historiquement spécialisée dans l'impression de tickets magnétiques (ticket de métro, ticket de péage d'autoroute...) et elle se lance dans le développement de tickets utilisant des "micro-puces électroniques" (Étiquettes RFID). La société "PARAGON ID" est à ce jour le premier fabricant européen de tickets sans contact destinés à la billettique transport.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative ;
- Maîtrise de l'exploitation ;
- Exploitation – Entretien.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Modifications apportées aux activités	Code de l'environnement du 08/11/2022, article R.181-46	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 3.2.1. de l'Annexe I	/	Sans objet
4	Etats de stocks	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 2. de l'Annexe I	/	Sans objet
5	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modifications apportées aux activités

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/11/2022, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise en oeuvre du projet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :  1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;  2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;  3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.  La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.  II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.  S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas informé monsieur le Préfet du Cher des modifications apportées à l'établissement.
<b>Observations :</b> Lors de la visite du 8 novembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les activités exercées par la société " PARAGON IDENTIFICATION " ont évolué sans que l'exploitant n'en ai informé Monsieur le Préfet du Cher.  L'exploitant déposera un dossier afin de régulariser la situation administrative de son établissement dans les plus bref délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maitrise de l'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...].
<b>Constats :</b> Les installations électriques ne sont pas maintenues en état.
<b>Observations :</b> Lors de la visite du 8 novembre 2022, l'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées le rapport de visite des installations électriques de l'établissement réalisés par la société APAVE entre le 17 et le 22 août 2022. Ce rapport mentionne 18 observations dont 17 sont répertoriées comme "Observations récurrentes". L'inspection des installation classées a constaté que les installations électriques sont contrôlées périodiquement (annuellement). Le contrôle périodique de l'année 2021 a été réalisé le 20 août par la société APAVE. L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs de la mise en conformité des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Accessibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 3.2.1. de l'Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité au site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. On entend par accès au stockage une ouverture reliant la voie publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes au stockage, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture du stockage.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Le jour de la visite, l'inspection des installation classées a constaté que l'installation dispose bien d'un accès permettant l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours. Lors de la visite du 8 novembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté qu'aucun véhicule ou dépôt ne sont présent sur les voies de circulation permettant d'accéder au site .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Etats de stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 2. de l'Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des quantités stockées. Cet état indique par ailleurs la localisation et la nature des produits stockés. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Lors de la visite du 8 novembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant tient à jour un état des quantités de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues stockées sur le site. L'inspection des installations classées a constaté que l'état des quantités stockées comporte la "nature du produit" (matière) , l'emplacement de stockage, la date depuis laquelle il est stocké, le volume stocké, [...]. Cet état des quantités stockées est réalisé de manière informatique, ces documents sont tenus en permanence par l'exploitant, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Contrôle de l'accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation - Entretien
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre. Cette disposition ne s'applique pas aux installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Lors de la visite du 8 novembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les personnes étrangères au site ne peuvent pas avoir accès aux installations. Le site est entièrement clôturé et l'accès à l'intérieur des bâtiments n'est possible qu'avec l'utilisation de badge magnétique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet